

Réformer l'emploi et la formation professionnelle en Italie

Dossier spécial de la revue Formation-Emploi

La revue Formation-Emploi souhaite publier un dossier spécial consacré aux réformes conduites en Italie en matière de formation professionnelle et d'emploi. L'ambition de ce dossier est de présenter une discussion critique des réformes transalpines relatives à la gestion des transitions professionnelles et l'accès au marché du travail.

En septembre 2015, l'adoption d'un « Job Act » italien (d. lgs. 14 septembre 2015, n. 150) constitue le dernier épisode en date d'une série de textes législatifs et réglementaires visant à transformer en profondeur le système national d'emploi et de formation professionnelle.

Depuis la seconde moitié des années 90 ; plusieurs lois italiennes – Treu, Bassanini, Biagi, Fornero – (Alaimo, 2013) ont eu pour objectif de réorienter vers les standards européen et internationaux d'activation (Bonoli, 2005 ; Berkel & alii, 2011 ; Heidenreich & Rice, 2015), un système d'emploi et de formation professionnelle caractérisé par la prévalence de politiques passives et centralisées.

Les référentiels et les instruments d'action publique ont été redéfinis ainsi que les systèmes d'acteurs en charge de les mettre en œuvre avec pour objectif de réformer les modalités d'accès au marché du travail, la structure des qualifications ainsi que la gestion des transitions professionnelles.

A l'instar de nombreux pays européens, la Stratégie Européenne pour l'Emploi et les débats sur la flexicurité ont constitué des éléments structurants du débat en Italie. Ces réformes s'inscrivent ainsi dans la confrontation entre un ensemble de prescrits et d'incitations communautaires d'un côté, et un cadre national spécifique de relations professionnelles et de répartition territoriale des compétences de l'autre.

De surcroît, la crise économique de 2008 a également entraîné en Italie de nombreuses fermetures d'entreprises et un accroissement généralisé du chômage malgré de fortes disparités régionales. Ce contexte économique a renforcé l'importance et la légitimité de ces réformes sur l'agenda politique national.

Toutefois, la mise en œuvre de ces réformes soulève de nombreuses interrogations en relation, notamment, avec les inégalités territoriales structurelles qui caractérisent la situation en Italie. Ainsi, de nombreuses questions liées à l'intensité et la diffusion du changement visé par ces réformes peuvent être évoquées et seront au cœur de ce dossier spécial.

Quelle est la nature politique de ces réformes au regard de l'expérience comparée d'autres pays européens ? Quelle place est dévolue à l'orientation et la formation professionnelle dans ces réformes ? Quels changements effectifs sont identifiables ? A qui profitent ces réformes ? Quels effets concrets sont apportés à la situation des salariés, demandeurs d'emploi et autres publics visés par ces réformes ? Quelles formes d'intégration horizontale des politiques éducatives, sociales et économiques ont été réalisées dans le cadre de ces réformes ? Quels changements sont

repérables en terme d'intégration verticale des compétences territoriales dans les domaines d'action publique visés par ces lois ?

Ces interrogations constituent quelques exemples des questionnements engendrés par ces réformes et qui seront analysés sur la base de données qualitatives comme quantitatives originales dans le cadre des contributions à ce dossier. Ce numéro spécial vise ainsi à apporter un éclairage pluridisciplinaire et comparatif sur les réformes italiennes en matière d'emploi et de formation professionnelle.

Un dossier spécial consacré aux réformes des politiques d'emploi et de formation professionnelle en Italie.

Coordonné par Thierry Berthet (CNRS - Sciences Po Bordeaux) et Paolo Graziano (Université de Padoue), ce dossier spécial consacré aux politiques italiennes d'emploi et de formation professionnelle de la revue Formation Emploi (<https://formationemploi.revues.org/2595>) accueille des contributions comparatives (en particulier avec les réformes en cours en France) aussi bien que monographiques sur le cas italien. Un workshop sera organisé pour présenter et discuter les contributions avant leur soumission à leur revue. La sélection finale des propositions d'article se fera sur la base d'une évaluation par les pairs conduite par le comité éditorial et scientifique de la revue.

La revue Formation emploi traite de l'ensemble des relations entre systèmes de formation et système productif. Elle s'adresse à toutes les personnes intéressées par le rapport entre formation et emploi : chercheurs, décideurs, enseignants, acteurs. Elle est ouverte à des approches disciplinaires multiples et complémentaires : la sociologie, l'économie, la gestion, la psychologie... Elle privilégie les réflexions fondées sur des données originales, si possibles orientées vers l'action. Un comité de lecture indépendant sélectionne les articles. Elle a été créée à l'initiative du Centre d'études et de recherche sur les qualifications (Céreq) qui lui fournit les moyens éditoriaux.

Modalités de soumission

Les articles en version draft peuvent être soumis dans les langues suivantes : Français, Anglais ou Italien, les versions finales à soumettre au comité de rédaction seront en Français ou en Anglais.

- **Fin Mai 2017** : Envoi à Paolo Graziano (paolo.graziano@unibocconi.it) et Thierry Berthet (t.berthet@sciencespobordeaux.fr) et à la rédaction (vergnies@cereq.fr) d'un projet d'intention (5000 à 6000 signes – format Word), résumant l'article (problématique, approche théorique, méthodologie, données utilisées, originalité des résultats attendus, quelques références bibliographiques), indiquant ses mots-clés et précisant les coordonnées du ou des auteur.e(s). Cette phase intermédiaire n'a pas vocation sélective : elle vise seulement à faire le point sur la configuration générale que pourrait prendre le numéro thématique.
- **Début décembre 2018** : Envoi à Paolo Graziano (paolo.graziano@unibocconi.it) et Thierry Berthet (t.berthet@sciencespobordeaux.fr) et à la rédaction (vergnies@cereq.fr) d'une version draft des articles en vue du séminaire commun.

- **Janvier 2018** : Séminaire de discussion des articles
- **Mars 2018** : Envoi à Paolo Graziano (paolo.graziano@unibocconi.it) et Thierry Berthet (t.berthet@sciencespobordeaux.fr) et à la rédaction (vergnies@cereq.fr) de l'article (15 pages, 45 000 signes, bibliographie, notes, espaces compris simple interligne, Times 12) en respectant les consignes de la revue (<https://formationemploi.revues.org/2611>). Les articles peuvent être proposés en français ou en anglais pour l'expertise, mais ceux écrit en anglais et qui seront retenus pour publication devront être préférentiellement traduit en français à la charge et sous la responsabilité du ou des auteur.e(s).
- **Mars-Octobre 2018** : Expertise des articles par Formation Emploi. Les articles soumis seront expertisés anonymement par trois rapporteurs, membres du Comité de rédaction et experts extérieurs. Le ou les auteur.e(s) seront alors directement contacté.e.s par le rédacteur en chef de la revue, Jean-Frédéric Vergnies.

Références

Alaimo A. (2013), « Politiche attive, servizi per l'impiego e stato di disoccupazione », in Cinelli M.-Ferraro G.-Mazzotta O. (a cura di), *Il nuovo mercato del lavoro dalla riforma Fornero alla legge di stabilità 2013*, Torino, Giappichelli, 648 ss.

Berkel R. & alii., (2011) (eds), *The Governance of Active Welfare States*, Basingstoke: Palgrave.

Bonoli G. (2005), "The Politics of The New Social Policies. Providing Coverage Against New Social Risks in Mature Welfare States", *Policy and Politics*, Vol.33, No.3, pp. 431-450

Heidenreich, M. & Rice, D., (eds.) (2016), *Integrating social and employment policies in Europe: Active inclusion and challenges for local welfare governance*. Cheltenham: Edward Elgar.